



Préavis d'adjudication de contrat (PAC)

Un PAC est un avis public informant la collectivité des fournisseurs qu'un ministère ou organisme a l'intention d'attribuer un contrat pour des biens, des services ou des travaux de construction à un fournisseur sélectionné à l'avance, ce qui permet aux autres fournisseurs de signaler leur intérêt à soumissionner en présentant un énoncé des capacités. Si aucun fournisseur ne présente un énoncé des capacités qui satisfait aux exigences établies dans le PAC, au plus tard à la date de clôture indiquée dans le PAC, l'agent de négociation des contrats peut procéder à l'attribution du contrat au fournisseur sélectionné à l'avance.

1. Définition du besoin

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a un besoin pour des services de formation en langue secondes en ligne et de tutorat pour les agents des services frontaliers (ASF).

Le travail consistera à proposer une approche de formation basée sur la technologie utilisant un logiciel en ligne supplémenté par un tutorat individuel par téléconférence/ salle de classe virtuelle pour une formation à temps partiel dans la deuxième langue officielle, en français et en anglais aux ASF pour :

- Veiller à ce que les clients puissent être servis dans la langue officielle de leur choix ;
- Assurer la qualité de nos services dans les deux langues officielles ;
- Promouvoir l'utilisation des deux langues officielles au travail ; et
- Etablir un lieu de travail bilingue.

L'ASFC a besoin d'une solution comprenant mais pas limitées au suivants :

- i. Fournir une formation par abonnement dispensée via un portail web ;
- ii. Fournir une formation dirigée par un tuteur en salle de classe virtuelle et par téléphone ;
- iii. Fournir une évaluation du niveau de compétence linguistique fournie par un portail web ;
- iv. Fournir un cours de préparation en ELS ;
- v. Fournir un cours de préparation virtuel en ELS ;
- vi. Fournir une session de préparation en ELS dirigée par un tuteur ; et
- vii. Fournir des sessions de Déjeunons et apprenons virtuels pour la maintenance orale.

Critères d'évaluation du niveau de compétence

L'entrepreneur doit évaluer chaque utilisateur afin de déterminer son niveau de compétence pour chacune des trois compétence linguistiques (compréhension écrite de la deuxième langue officielle, expression écrite de la deuxième langue officielle et/ou compétence orale de la deuxième langue officielle) selon les Normes de qualification relatives aux langues officielles (<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/dotation/normes-qualification/relatives-langues-officielles.html>) du gouvernement du Canada.

2. Critères d'évaluation de l'énoncé des capacités (Exigences essentielles minimales)

Tout fournisseur intéressé doit démontrer au moyen d'un énoncé des capacités qu'il satisfait aux exigences suivantes :

- Fournir un programme de formation en ligne par abonnement offrant une formation de langue seconde dans les deux langues officielles (français et anglais) livré par l'entremise d'un portail web accessible 24 heures par jours, 7 jours semaines, 365 jours par an.
- Capable de fournir une formation dirigée par un tuteur dans une salle de classe virtuelle et par téléphone, disponible 7 jours par semaine.
- Expérience à fournir de la formation linguistique ELS (A, B, C) aux employés du gouvernement fédéral qui sont tenus de respecter les profils linguistiques spécifiés comme condition préalable à leur poste de travail.



3. **Applicabilité des accords commerciaux à l'achat**

Le présent achat est assujéti aux accords commerciaux suivants:

- Accord de libre-échange canadien (ALEC)
- Accord de libre-échange Canada-Chili
- PTPGP
- Accord de libre-échange Canada-Colombie
- Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG)
- Accord de libre-échange Canada - Honduras
- Accord de libre-échange Canada- Corée
- Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)
- Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC)

4. **Marché réservé en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones**

Le présent approvisionnement n'est assujéti à aucun marché réservé aux fournisseurs autochtones.

5. **Entente(s) sur les revendications territoriales globales**

Le présent approvisionnement n'est pas assujéti à une entente sur les revendications territoriales globales.

6. **Justification du recours à un fournisseur sélectionné à l'avance**

Le fournisseur pré-identifié satisfait à toutes les exigences essentielles décrites dans ce PAC.

7. **Exception au *Règlement sur les marchés de l'État***

L'exception suivante au [Règlement sur les marchés de l'État](#) est invoquée pour cet achat : paragraphe 6d) - *une seule personne est capable d'exécuter le marché.*

8. **Exclusions et/ou raisons justifiant le recours à l'appel d'offres limité**

Les exclusions et/ou les raisons justifiant le recours à un appel d'offres limité suivantes sont invoquées en vertu de :

- Accord de libre-échange canadien (ALEC) - article 514, section 1 (b) (ii)
- Accord de libre-échange Canada-Chili - article Kbis-09, section 1 (b)
- Accord de libre-échange Canada-Colombie - article 1409, section (b)
- Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) - article 19.2, section (b) (ii)
- Accord de libre-échange Canada - Honduras - article 17.11, section (b)
- Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) - article 1016, section 2 (b)
- Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC) - article XC, section 1 (b)

9. **Titres de propriété intellectuelle**

Le titre de propriété intellectuelle découlant du contrat proposé reviendra à l'entrepreneur.

10. **Période du contrat proposé ou date de livraison**

Le contrat proposé est pour une période d'un (1) an, à partir de l'attribution du contrat jusqu'au 1^{er} décembre 2020, y compris quatre (4) options supplémentaires pour prolonger le contrat par un (1) an.



11. Coût estimatif du contrat proposé

La valeur estimée du contrat, y compris toute option, est de 1,262,250.00\$ (taxes applicables en sus).

12. Nom et adresse du fournisseur sélectionné à l'avance

Le PAC vise l'adjudication d'un contrat de services à l'entrepreneur ci-dessous.

Language Research Development Group Inc. (LRDG)
1407 St-Alexandre, Suite 300
Montreal, Quebec
H3A 2G3
Canada

13. Droit des fournisseurs de présenter un énoncé des capacités

Les fournisseurs qui estiment être pleinement qualifiés et prêts à fournir les biens, les services ou des services de construction décrits dans ce PAC peuvent présenter par écrit un énoncé des capacités à la personne-ressource dont le nom figure dans cet avis d'ici la date de clôture, laquelle est aussi précisée dans cet avis. L'énoncé de capacités doit clairement démontrer que le fournisseur satisfait aux exigences publiées.

14. Date et heure de clôture pour la présentation des énoncés des capacités

La date et l'heure de clôture pour l'acceptation d'énoncés des capacités sont **le 20 décembre 2019, à 14 h, HNE.**

15. Demandes de renseignements et présentation des énoncés des capacités

Les demandes de renseignements et les énoncés des capacités doivent être présentés à :

Nom : Glenn Tucker
Titre : Agents des Contrats
Agence des services frontaliers du Canada
Division de l'approvisionnement et de la gestion des biens stratégiques
Strategic Procurement and Material Management Division
Adresse : 355, chemin North River
Ottawa (Ontario)
K1A 0L8
Téléphone : 343-551-6791
Courriel : CBSA-ASFC_Solicitations-Demandes_de_soumissions@cbsa-asfc.gc.ca